



**CCPA**  
CANADIAN CENTRE  
for POLICY ALTERNATIVES  
CENTRE CANADIEN  
de POLITIQUES ALTERNATIVES

## **L'AFGHANISTAN ET LA NOUVELLE « GUERRE » DE L'ÉNERGIE**

Par John Foster

**Centre canadien de politiques alternatives**

Ottawa, Canada

19 juin 2008

### **RÉSUMÉ**

Le pipeline Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde (TAPI) transportera environ 33 milliards de mètres cubes de gaz naturel par année sur 1 680 kilomètres, du champ gazier de Dauletabad, dans le sud-est du Turkménistan, jusqu'à Fazilka, en Inde, en passant par le sud de l'Afghanistan et le Pakistan. L'Inde et le Pakistan se partageront la production également et verseront un petit pourcentage à l'Afghanistan.

Un accord général concernant le pipeline gazier – signé par les représentants des quatre nations participantes le 25 avril 2008 – engage les partenaires à en entreprendre la construction en 2010 et à fournir du gaz d'ici 2015. La Banque asiatique de développement (BAsD) finance le projet.

Ce projet de pipeline est prometteur pour le développement économique et la coopération dans la région; malheureusement, le conflit en Afghanistan ne cesse d'en retarder la construction. De plus, les coûts estimés ont doublé depuis 2002, passant à 7,6 milliards de dollars.

Les vues des États-Unis dans la région et les rivalités avec la Russie et la Chine entraînent des manœuvres géopolitiques pour le contrôle de l'énergie, manœuvres dans lesquelles le Canada se trouve impliqué.

Les répercussions du pipeline TAPI sur les Forces canadiennes doivent être évaluées, puisqu'il traversera les grandes zones de conflit de l'Afghanistan, dont la province de Kandahar, où les Forces canadiennes tentent d'assurer la sécurité et de lutter contre les insurgés.

La construction du pipeline pourrait ouvrir d'importantes possibilités de développement économique dans la région; mais si l'on entreprend le projet sans parvenir à un accord de paix mettant fin à l'insurrection, le pipeline pourrait exacerber le conflit actuel et obliger les Forces canadiennes à revoir leurs priorités afin de protéger le pipeline.

Le gouvernement canadien devrait suivre la recommandation du rapport final du groupe d'experts de M. Manley et mieux informer les parlementaires et la population concernant le pipeline TAPI et ses répercussions sur les politiques canadiennes.